

Prise de position du conseil d'administration de Repower AG

concernant la requête du 30 octobre 2012 du canton des Grisons et d'Axpo Trading AG visant à faire constater l'absence d'obligation de présenter une offre, respectivement à se voir accorder une dérogation à l'obligation de présenter une offre

Le conseil d'administration de Repower AG, Brusio (ci-après "**Repower**") a pris connaissance de la requête du 30 octobre 2012 du canton des Grisons et d'Axpo Trading AG, Laufenburg (auparavant EGL AG; ci-après "**Axpo**") présentée à la Commission des OPA visant à faire constater l'absence d'obligation de présenter une offre conformément à l'art. 32 al. 1 LBVM, *alternativement* à se voir accorder une dérogation à l'obligation de présenter une offre conformément à l'art. 32 al. 2 LBVM (ci-après la "**Requête**"), et prend position comme suit, ainsi que le prévoit l'art. 61 al. 3 OOPA :

1. Situation de départ

Repower dispose d'un capital-actions s'élevant à CHF 2'783'115, divisé en 2'783'115 actions au porteur avec une valeur nominale de CHF 1 chacune, et d'un capital-participation de CHF 625'000, divisé en 625'000 bons de participation avec une valeur nominale de CHF 1 chacun également. Les actions au porteur et les bons de participation sont cotés à la SIX Swiss Exchange.

L'actionnariat de Repower se compose d'Alpiq AG, Olten (ci-après "**Alpiq**"), avec 24.6%, Axpo avec 21.4% et le canton des Grisons avec 46% des actions au porteur (ci-après les "**Actions Repower**"). Les 8% des actions au porteur restants ainsi que les bons de participation sont détenus par des actionnaires publics, Repower détenant cependant actuellement 0.44% de ses propres actions.

Une convention d'actionnaires a été signée le 2 décembre 1999 (ci-après la "**Convention 1999**") par Alpiq, Axpo et le canton des Grisons. La disposition centrale stipulée par les parties dans la Convention 1999 prévoit que Repower doit rester une entreprise grisonne indépendante, du secteur privé et gérée selon les principes de l'économie d'entreprise (art. 2 Convention 1999). La Convention 1999 comprend en outre des restrictions à la transférabilité (droit de préférence et droit de préemption des parties à la convention lors de la vente d'Actions Repower par une des parties; art. 9 Convention 1999) ainsi que des dispositions détaillées sur la gouvernance d'entreprise (art. 4 ss Convention 1999). La Convention 1999 prévoit en particulier une prise de décision unanime (droit de veto) des parties pour les questions importantes, notamment stratégiques (art. 7 CA 1999). Alpiq, Axpo et le canton des Grisons forment ainsi un groupe au sens du droit boursier qui contrôle 92% du capital (ci-après le "**Groupe d'actionnaires Repower**").

2. Transaction prévue dans la Requête

2.1 Etape 1: Structure transitoire

Dans le cadre d'un programme de restructuration, Alpiq a offert de vendre l'ensemble de sa participation de 24.6% dans Repower aux parties à la Convention 1999. Selon la Requête, les requérants souhaitent acquérir, conformément à une déclaration d'intention de fin septembre 2012, chacun la moitié de la participation d'Alpiq dans Repower, soit 12.3% chacun. Dans le cadre du groupe d'actionnaires détenant toujours 92% du capital-actions, le canton des Grisons détiendra grâce à cette acquisition au total 58.3% et Axpo, 33.7% des Actions Repower (ci-après la "**Structure transitoire**"). En même temps que l'exécution de l'acquisition, le canton des Grisons et Axpo prévoient de conclu-

re une convention d'actionnaire actualisée (ci-après la **"Convention de la structure transitoire"**) qui correspondra pour les éléments essentiels à la Convention 1999.

2.2 Etape 2: Structure finale

Le canton des Grisons et Axpo ne veulent toutefois pas conserver de manière permanente dans leur portefeuille les Actions Repower à acquérir. Bien au contraire, ils s'engagent dans la Convention de la structure transitoire, après l'acquisition prévue, à chercher, à court ou moyen terme selon la demande, un nouveau partenaire stratégique approprié et à lui vendre au minimum 15.6% (et au maximum 21.4%) des Actions Repower. Dans ce contexte, le canton des Grisons aliénera au minimum 3.3%, et Axpo au minimum 12.3%, de leurs Actions Repower. Dans le cadre du groupe d'actionnaires détenant toujours 92% du capital-actions et à la suite de cette vente planifiée, le canton des Grisons détiendra au maximum 55%, Axpo au maximum 21.4%, et le nouvel actionnaire au minimum 15.6% des Actions Repower (ci-après la **"Structure finale"**). Une convention d'actionnaire sera également conclue avec le nouvel actionnaire, à nouveau en conformité avec les éléments essentiels de la Convention 1999, respectivement la Convention de la structure transitoire (ci-après la **"Convention de la structure finale"**). En particulier, Repower restera aussi dans la Structure finale une entreprise grisonne indépendante, du secteur privé et gérée selon les principes de l'économie d'entreprise (Art. 2 Convention de la structure finale).

3. Prise de position du conseil d'administration et motivation

Le conseil d'administration de Repower soutient la requête du canton des Grisons et d'Axpo (ci-après les **"Requérants"**) visant à faire constater l'absence d'obligation des requérants de présenter une offre en tant que groupe, respectivement à se voir accorder une dérogation à l'obligation des requérants, chacun individuellement et aussi collectivement en tant que groupe, de présenter une offre, soit tant en ce qui concerne la mise en œuvre prévue de la Structure transitoire que de la Structure finale. Le soutien du conseil d'administration est fondé sur les raisons suivantes :

- Avec la transaction prévue en deux étapes, le canton des Grisons et Axpo ne visent, ni en tant que groupe, ni individuellement, une modification du contrôle, mais continuent à s'obliger à garantir la continuité de l'actionnariat de Repower dans l'intérêt de Repower elle-même en tant qu'entreprise grisonne indépendante, du secteur privé et gérée selon les principes de l'économie d'entreprise, et dans l'intérêt des actionnaires minoritaires et des détenteurs de bons de participation.
- En ce qui concerne la mise en œuvre de la Structure transitoire planifiée, le transfert interne au groupe de la participation d'Alpiq aux Requérants ne conduit à aucun transfert du contrôle qualitativement significatif pour les actionnaires minoritaires. Les Requérants disposent - au sein du Groupe d'actionnaires Repower - déjà depuis des années d'une participation totale de 67.4% dans Repower et peuvent ensemble nommer neuf des douze membres du conseil d'administration de Repower. De plus, selon la Convention de la structure transitoire, toutes les décisions importantes et significatives pour le contrôle de Repower ne peuvent aussi à l'avenir être prises au niveau du conseil d'administration et de l'assemblée générale qu'avec la collaboration commune des parties à la convention. En conséquence, le retrait d'Alpiq du Groupe d'actionnaires Repower n'entraîne pas de modification qui, aux yeux d'un actionnaire minoritaire, correspondrait à un changement de contrôle. Au vu de la Convention de la structure transitoire prévue, on peut partir du principe que la stratégie couronnée de succès, la politique commerciale et le contrôle de Repower ne se modifient pas aux yeux d'un actionnaire minoritaire, mais qu'ils restent inchangés. L'implication contractuelle claire des Requérants

prévue dans la Convention de la structure transitoire empêchera que, par l'augmentation de sa participation individuelle au cours de la réalisation de la Structure transitoire, un membre du groupe obtienne la possibilité d'exercer un contrôle individuel. Etant donné que le canton des Grisons détiendra une participation de plus de 50% de Repower, cela est d'une importance capitale.

- La mise en œuvre de la Structure finale, soit la vente d'un minimum de 15.6% (jusqu'à un maximum de 21.4%) des Actions Repower à un partenaire stratégique lié simultanément par la Convention de la structure finale ne présente pas non plus, de l'avis du conseil d'administration, de modifications ou de désavantages significatifs pour un actionnaire minoritaire. En effet, à la suite de la deuxième étape de la transaction, le canton des Grisons et Axpo détiendront une majorité qualifiée dans Repower et, en vertu de la Convention de la structure finale à conclure, pourront choisir neuf des douze membres du conseil d'administration. Finalement, et également après la mise en place de la Structure finale, toutes les décisions importantes et significatives pour le contrôle de Repower continueront à ne pouvoir être prises qu'avec la collaboration commune de tous les membres du groupe. L'actionnaire de remplacement ne se voit donc offrir aucune possibilité d'exercer une influence dominante sur Repower. En définitive, l'entrée d'un actionnaire de remplacement dans le groupe d'actionnaires n'amènera aucune modification significative du contrôle existant ni de la stratégie ou de la politique commerciale de Repower.
- Pour ces raisons, le conseil d'administration de Repower soutient la requête du canton des Grisons et d'Axpo. Le conseil d'administration est d'avis que la constance de l'actionnariat de Repower et son développement économique durable sont garantis par la mise en œuvre résolue de la Structure transitoire et de la Structure finale. Un éventuel refus de la requête et ainsi l'échec de la transaction ne serait ni dans l'intérêt de Repower ni dans celui de ses actionnaires minoritaires.

4. Intentions des actionnaires détenant plus de 3% des droits de vote

A la connaissance de Repower, et au moment de cette prise de position, les actionnaires suivants détiennent plus de 3% des droits de vote de Repower :

Le Groupe d'actionnaires Repower composée des Requérants, soit le canton des Grisons et Axpo, ainsi qu'Alpiq: 92% des actions au porteur de Repower. Les intentions de ces actionnaires résultent de la transaction telle que décrite sous le point 2 ci-dessus.

5. Conflits d'intérêts

Le conseil d'administration de Repower se compose de douze membres. Six membres sont élus sur proposition du canton des Grisons, et Alpiq respectivement Axpo peuvent chacun proposer trois membres. En ce moment, le conseil d'administration se compose de la manière suivante :

- Membres élus sur proposition du canton des Grisons :
 - 1) Dr Eduard Rikli (Président)
 - 2) Dr Martin Schmid (membre)
 - 3) Placi Berther (membre)

- 4) Roger Vetsch (membre)
- 5) Claudio Lardi (membre)
- 6) Christoffel Brändli (membre)
- Membres élus sur proposition d'Alpiq :
 - 1) Kurt Baumgartner (Vice-Président), Alpiq Holding AG; membre du conseil d'administration d'Alpiq AG
 - 2) Michael Wider (membre), Directeur général adjoint d'Alpiq Holding AG; membre du conseil d'administration d'Alpiq AG
 - 3) Daniel Spinnler (membre), Directeur de l'unité commerciale Finance & Services, division Energie Schweiz, Alpiq Suisse SA; pouvoir de signature collective à deux pour Alpiq AG
- Membres élus sur proposition d'Axpo :
 - 1) Dr Guy Bühler (membre), membre de la direction générale d'Axpo Power AG, pouvoir de signature collective à deux pour Axpo Trading AG
 - 2) Rolf W. Mathis (membre), membre de la direction générale d'Axpo Power AG
 - 3) Dr Hans Schulz (membre), Directeur général d'Axpo Trading AG

S'agissant des membres du conseil d'administration de Repower élus sur proposition d'Alpiq et d'Axpo, il existe pour la plupart des interdépendances directes avec Alpiq respectivement Axpo. Ces personnes appartiennent non seulement au conseil d'administration de Repower, mais sont aussi simultanément dans un rapport juridique de dépendance avec Alpiq, respectivement Axpo, et prennent elles-mêmes part aux processus importants de décision dans ces sociétés. Cela ne concerne certes pas directement le représentant d'Axpo, Rolf W. Mathis, dans une relation de travail avec Axpo Power AG, mais indirectement. Axpo Power AG et Axpo sont des sociétés filiales détenues à 100% par Axpo Holding AG, Baden.

Le conseil d'administration de Repower est conscient que les membres du conseil d'administration proposés par Alpiq et Axpo se trouvent dans un conflit d'intérêts potentiel au sujet de la transaction décrite. Afin d'éviter ce conflit d'intérêts, les membres ayant des liens directs ou indirects d'interdépendance avec Alpiq, respectivement Axpo, se sont par conséquent retirés lors de la délibération et de la décision sur la présente prise de position.

A l'inverse des membres du conseil d'administration proposés par Axpo, respectivement Alpiq, les membres proposés par le canton des Grisons ne se trouvent pas dans un rapport juridique de dépendance ou d'instruction par rapport au canton des Grisons et ils ne participent pas d'une quelconque manière aux décisions du canton en sa qualité d'actionnaire de Repower. Cela n'est pas valable en rapport avec la présente transaction pour Dr Martin Schmid. Dr Martin Schmid fait partie d'un groupe de travail mis sur pied par le gouvernement du canton des Grisons et qui a discuté différents scénarios en rapport avec cette transaction. Afin d'éviter ce potentiel conflit d'intérêts, Dr Martin Schmid s'est par conséquent retiré lors de la délibération et de la décision sur la présente prise de position. Il n'existe aucun lien direct ou indirect d'interdépendance entre le canton des Grisons et les autres membres du conseil d'administration qu'il a proposés. Ces membres du conseil d'administration sont aptes à prendre part à la décision sur la présente prise de position.

6. Décision de la Commission des OPA

Par décision du 13 novembre 2012 (publiée sur www.takeover.ch), la Commission des OPA a pris la décision suivante :

1. Il est constaté que la mise en œuvre planifiée de la Structure transitoire impliquerait une obligation pour le canton des Grisons et pour Axpo Trading AG, tant en tant que groupe qu'individuellement, de présenter une offre conformément à l'art. 32 al. 1 LBVM.
2. Le canton des Grisons et Axpo Trading AG se voient accorder une dérogation à l'obligation de présenter une offre pour la mise en œuvre planifiée de la Structure transitoire.
3. Il est constaté que la mise en œuvre planifiée de la Structure finale impliquerait une obligation pour le canton des Grisons, pour Axpo Trading AG et pour un actionnaire de remplacement, en tant que groupe, de présenter une offre conformément à l'art. 32 al. 1 LBVM.
4. La Commission n'entre pas en matière sur la requête du canton des Grisons et d'Axpo Trading AG de se voir accorder une dérogation de l'obligation de présenter une offre en rapport avec la mise en œuvre planifiée de la Structure finale.
5. Les requérants doivent immédiatement présenter à la Commission des OPA après l'exécution de la Structure transitoire planifiée les rapports de participation existants à ce moment ainsi que le contrat d'achat d'actions et la convention d'actionnaires signés.
6. Repower AG doit publier la prise de position de son conseil d'administration avec le dispositif de la présente décision et une indication concernant le droit d'opposition immédiatement par voie électronique et par voie de presse au plus tard dans les trois jours de bourse suivant l'annonce publique de la signature du contrat d'achat d'actions entre Alpiq, le canton des Grisons et Axpo Trading AG, pour autant que l'exécution de la transaction soit rendue publique.
7. Cette décision et cette prise de position du conseil d'administration de Repower AG seront publiées sur le site de la Commission des OPA en même temps que l'annonce publique de l'exécution de la transaction.
8. L'émolument, à la charge solidaire du canton des Grisons et d'Axpo Trading AG est fixé à CHF 30'000.

7. Opposition (art. 58 de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition; RS 954.195.1)

Une ou un actionnaire, qui prouve détenir une participation de plus de 2% des droits de vote de la société visée, exerçable ou non (actionnaire qualifié ou qualifiée, art. 56 OOPA), peut former opposition contre la présente décision de la Commission des OPA.

L'opposition doit être adressée à la Commission des OPA dans les cinq jours de bourse suivant la publication dans la presse de la prise de position du conseil d'administration (Selnaustrasse 30, Case postale 1758, CH-8021 Zürich, counsel@takeover.ch, fax: +41 58 499 22 91). Le délai commence à courir le premier jour de bourse suivant la publication. L'opposition doit comporter une conclusion et une motivation sommaire et la preuve de la participation de son auteur conformément à l'art. 56 OOPA.

Poschiavo, 3. décembre 2012

Pour le conseil d'administration:

Dr Eduard Rikli

Président du conseil d'administration